

RENTÉE SCOLAIRE À BOUIRA

C'est déjà la protestation !

Avant même l'entame de la nouvelle année scolaire, la direction de l'éducation enregistre la première action de protestation de l'année.

Ils étaient plus de 140 enseignants, nouveaux admis du concours lancé l'année dernière pour le recrutement des enseignants du secondaire, à observer un sit-in de pro-

testation devant le siège de la direction de l'éducation de Bouira. Ces enseignants sont furieux quant au retard pris dans leur affectation, mais surtout du motif invoqué par l'administration, à savoir la priorité donnée aux enseignants contractuels intégrés dans le cadre de la circulaire ministérielle de mars dernier. Pour faire entendre leur voix, ces enseignants regrou-

pés devant le siège la DE, lundi, qui comptent renouveler leurs actions autant de fois qu'il le faudrait jusqu'à satisfaction de leur revendication, à savoir leurs affectations immédiates vers les lycées, ont cadenassé le portail principal de la DE. Pour rappel, ils sont 144 enseignants de différentes matières à être reçus au concours de recrutement de PES

lancé au début de l'année dernière par la direction de l'éducation de Bouira. Ils ont bénéficié au printemps dernier d'une formation pédagogique afin d'être fin prêts dès le début de cette année, tel que stipulé dans la nouvelle réforme de l'éducation nationale.

A une journée de la rentrée officielle, ces nouveaux enseignants, qui n'avaient pas encore

reçu leurs affectations, apprennent que la DE a reçu des instructions pour l'affectation en priorité des enseignants contractuels ayant été intégrés par décision ministérielle le mois de mars dernier. Ainsi, avant même la rentrée solaire, les problèmes au niveau du secteur de l'éducation commencent.

Y. Y.

TIZI-OUZOU

Une initiative citoyenne d'utilité publique à Aïn-El-Hammam

Le centre d'apprentissage interculturel des associations de Aïn-El-Hammam est un espace dédié à la culture, à l'information et à la formation de la jeunesse.

Née de la volonté d'un groupe de jeunes militants associatifs rompus à l'action civique et réunis au sein de l'ACDEJA, Association culturelle pour le développement et l'épanouissement de la jeunesse algérienne, à leur tête Mohand Tadjadit, un jeune et dynamique professeur de français, cette structure mise en place, il y a quelque temps, qui a élu domicile au siège de l'ACDEJA, est un endroit où les jeunes lycéens, collégiens et étudiants, et même d'autres catégories socioprofessionnelles, viennent s'informer des dernières innovations multimédia, lire, écouter de la musique, assister à un spectacle, suivre une conférence, en un mot apprendre, se former et échanger dans une ambiance interactive et conviviale. Et ce n'est pas peu de choses dans ce quasi no man's land culturel qu'est devenue Aïn-El-Hammam, une ville de montagne dépourvue de lieux de loisirs et de bibliothèque.

L'ouverture de ce centre est, ainsi, une aubaine pour la nombreuse population juvénile de ce centre urbain auquel sont rattachés plus d'une dizaine de villages. De nombreuses activités ludiques et d'apprentissage sont proposées aux adhérents et usagers de la médiathèque où ils peuvent accéder à une docu-

mentation diverse : revues, livres en format papier et audio, cassettes vidéo et DVD au contenu didactique et formatif. Le centre propose, en outre, de nombreux autres services et des sessions de formation et d'information (ateliers de formation en théâtre, secourisme...), il initie et organise des débats au profit des adhérents en présence de professionnels et d'experts sur des sujets divers comme les échanges internationaux, la santé, l'environnement, la prévention routière, les droits de l'homme...

Des prestations et des activités qui ont été saluées par les autorités locales venues en nombre lors de l'ouverture de

cette structure mise en place dans le cadre d'un projet coopératif par les militants de l'ACDEJA, une association fondée en 1993 et vouée à la protection de l'environnement, la sensibilisation aux problèmes du développement sous toutes ses formes ainsi qu'à la lutte contre les maladies transmissibles, comme le sida.

Forte de son expérience, l'association propose son aide et son soutien à d'autres acteurs associatifs. Un programme de formation entrant dans le cadre d'un projet d'appui et de développement aux associations algériennes (ONG II), agissant pour le compte de l'Agence de développement

social (ADS) a été ainsi organisé. «L'objectif global de ce cycle de formation qui s'est étalé sur 15 mois est de répondre aux besoins de près d'une cinquantaine d'associations venant de plusieurs villages de la région et de la wilaya de Tizi-Ouzou, en matière d'apprentissage interculturel, en leur permettant, notamment, d'être acteurs de leurs projets, tout en favorisant leur autonomie et leur prise d'initiatives, à travers leur initiation aux techniques de l'information, de gestion administrative et d'animation», expliquera M. Tadjadit, le chef de ce projet et président de l'ACDEJA.

S. A. M.

DIRECTION DU COMMERCE DE AÏN-TÉMOUCHENT

1 374 interventions et 355 P-V pour le mois d'août

Pour le seul mois d'août, qui coïncidait avec le mois sacré du Ramadan, les agents de contrôle chargés des services de la pratique commerciale et de la répression des fraudes et de la qualité, relevant de la direction du commerce de la wilaya de Aïn-Témouchent, ont effectué quelque 374 interventions de contrôle sur tout le territoire des 28 communes que compte la wilaya.

Selon le chef de service du contrôle de la qualité, ses

agents ont effectué 767 interventions sanctionnées par l'établissement de 162 procès-verbaux, dont 122 pour défaut d'affichage des prix, 8 pour défaut de local et 15 pour vente à des prix illicites, notamment pour la semoule.

La quantité de marchandise saisie pour défaut de facture est estimée à une valeur de 541 800 dinars et une autre estimée à 239 000 DA. En outre, cinq locaux ont fait l'objet de décision de fermeture.

L'autre service de contrôle de la qualité et répression des fraudes a enregistré 767 interventions soldées par 193 P-V. 25 locaux ont fait l'objet d'une décision de fermeture administrative, 22 pour prélèvement pour analyses microbiologiques et physico-chimiques pour s'assurer de la qualité du produit.

Quant à l'opération de saisie définitive, elle est chiffrée à 17 opérations pour une valeur globale estimée à 22 925 dinars.

S. B.

BÉCHAR

Décès du jeune homme qui s'est immolé lundi dernier

Le jeune S. Smaïn, âgé de 26 ans, est décédé au cours de son transfert à l'hôpital d'Oran. Il s'est immolé avec le feu, lundi après-midi à Kenadsa, lorsqu'une famille a refusé de lui accorder la main de sa fille. Il souffrait de brûlures de 3° degré.

A Béchar, on n'a rien pu faire pour lui, si ce n'est les premiers soins qu'il a reçus, d'abord dans une petite polyclinique à Kenadsa, son lieu de résidence, puis à l'hôpital 240

lits de Béchar.

Il n'existe aucune structure pour prendre en charge ce genre de blessé dans la région.

Smaïn a rendu l'âme aux environs de Saïda, à 400 km au nord de Béchar. On imagine mal quelqu'un dans cet état faire un très long trajet dans une ambulance, en pleine canicule. Ils ont pris le départ de Béchar vers 14h, sous un soleil de plomb.

L'hôpital d'Oran n'est pas à côté. Il faut presque une journée pour parcourir les 700 km

qui séparent la capitale de la Saoura de celle de l'ouest du pays. Ceci sans parler des éventuels embouteillages. Les chances d'arriver vivant à Oran dans ces conditions sont quasiment nulles.

Le même cas s'est produit il y a quelques semaines. Un commerçant de 32 ans s'est immolé par le feu devant le marché des fruits et légumes de la ville de Béchar, après une altercation avec des policiers qui avaient reçu l'ordre de le déloger. Il s'est aspergé d'essence et allumé le feu avant de

s'agripper à un officier de police.

Ce dernier est toujours sur un lit d'hôpital quelque part au nord ou en France, dit-on, et le jeune commerçant a succombé à ses blessures, dans les mêmes conditions que Smaïn.

Il est décédé dans la wilaya de Naâma, au cours de son évacuation. Mais comment font les citoyens de Tindouf qui sont à 1 500 km d'Oran et ceux d'Adrar qui à 1 300 km ?

Liès Mourad

SIDI BEL-ABBÈS
Les fellahs veulent récupérer la Copsem

Détournée de sa vocation, à savoir celle du stockage des semences, un groupe de fellahs de Lamtar (Sidi Bel-Abbès), relevant de la coopérative de production et de service Mekerra de Sidi Bel-Abbès, interpelle le wali afin que la Copsem soit destinée et réservée aux semences uniquement et non au stockage des viandes. En effet, dans une pétition dont une copie a été remise à la Maison de la presse, le groupe signataire de 22 fellahs dénonce le détournement dont a fait l'objet la Copsem en 2010 lorsqu'elle a été affectée à l'Office régional des viandes pour le stockage. Les signataires demandent la récupération des hangars de la Copsem pour préserver sa vocation et stocker les semences de pomme de terre. Ces fellahs déclarent activer dans la culture de la pomme de terre de multiplication et demandent à disposer de la Copsem pour le stockage de cette dernière. Selon eux, la Copsem a été affectée à l'Office régional des viandes qui, actuellement, la loue à des commerçants, sans que cet argent ne soit utilisé pour l'entretien des hangars qui en ont grandement besoin. Les signataires de la pétition disent avoir buté contre les problèmes de stockage en 2010 avec une production de 5 200 tonnes de semences de pomme de terre certifiées et 2 000 tonnes de pommes de terre de consommation. Le problème se posera encore plus, disent-ils, puisque pour l'année 2011, une récolte de 7 000 tonnes de pommes de terre est attendue et les hangars de stockage ne sont pas mis à leur disposition, un manque qui risque de porter préjudice à la prochaine production.

A. M.

Plus de considération pour les éboueurs

L'APC et d'autres directions dont celle de l'environnement s'apprêtent à lancer une grande opération de nettoyage de la ville qui a longuement paté de la prolifération des décharges sauvages. Cette importante opération, qui débutera incessamment, s'échelonnera sur une dizaine de jours. Le wali, qui a initié cette opération, a exhorté les services concernés à améliorer les conditions socioprofessionnelles des éboueurs pour les motiver davantage. Il a recommandé à l'APC de dégager une enveloppe pour l'achat d'engins de collecte des ordures et de veiller strictement au contrôle afin d'éviter les dépôts d'ordures sauvages. Un concours sera organisé et récompensera la meilleure cité sur ce plan. Enfin, le wali a demandé à ce que des espaces verts soient aménagés pour offrir un meilleur cadre de vie au citoyen. Il y a lieu de signaler que pour la première fois, l'éboueur, cet éternel oublié, était au centre des préoccupations de la réunion qui s'est tenue le dimanche dernier.

A. M.

AÏN DEFLA
Deux ouvriers d'une sablière tués par une pelleteuse

Hier peu avant midi, à cause d'un défaut technique, deux hommes, Khalfi M'hamed, 62 ans, et Assad Lakhdhar, 42 ans, ont péri écrasés par un rétrochargeur qui s'est renversé après que ses freins eurent lâché, alors qu'il s'activait à charger un camion semi-remorque de sable, au niveau de la sablière exploitée par le détenteur de la concession, Hachoua Abdelkader, située non loin de la voie ferrée, à Rouina, à une quinzaine de kilomètres à l'ouest d'Aïn Defla, a-t-on appris de sources locales bien informées. Les deux hommes, tous deux pères de famille, ont été tués sur le coup. L'équipe de la Protection civile, qui est intervenue sur les lieux du drame, a transféré les deux corps à la morgue de l'hôpital Sidi-Bouabida d'El Attaf. La brigade de gendarmerie de Rouina a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances précises dans lesquelles sont morts les deux hommes et les causes qui ont prévalu à ce drame.

Karim O.